

Déclaration orale d'ouverture de la **conférence internationale : « Droits de l'homme en Moldavie – le droit humain fondamental à l'eau et à l'assainissement »**

**22 mars 2011**

Centre national de Santé Publique, Chisinau, Moldavie

Personne ne peut nier le statut naturel de l'eau, élément constitutif de la planète et du vivant.

Faut-il rappeler que l'homme est constitué de 80% d'eau, et que nous passons les neuf premiers mois de notre vie dans l'eau ?

Faut-il rappeler que l'eau est un lien social entre le passé et l'avenir, qu'elle raconte le vécu de la Terre ? L'eau, comme le sang dans le corps humain, relie les éléments de la vie, elle transporte les aliments. Elle rassemble les êtres vivants, et elle est essentiellement un vecteur de solidarité et de paix.

Bien sûr, il faut le rappeler, puisque les marchands d'eau sur tous les continents en ont fait un bien économique, une ressource à rentabiliser.

Pourtant, ils savent bien que nous sommes tous dépendants des biens communs du vivant de toutes les espèces, quelles soient végétales ou animales, dont l'humanité fait partie. Tout compte fait, ces éléments constitutifs de la vie sont au nombre de quatre :

- la Terre avec son sous-sol riche en énergie et son sol nourricier
- La Lumière et la chaleur, celles du soleil, de l'ultra-violet à l'infrarouge
- L'Air et son mélange si subtil de gaz vitaux et de polluants mortels
- L'Eau, solvant biologique universel et transporteur de tous les éléments vitaux.

Ces quatre éléments ne sont pas à vendre, ils sont la propriété inaliénable de la biosphère, donc du vivant. Sans eux, pas de vie.

J'ai créé ma Fondation, France Libertés, en 1986. Ses statuts nous donnent pour mission de défendre les droits de l'Homme et ceux des peuples en proie aux dictatures, qu'elles soient politiques, économiques ou militaires. Nous avons creusé des puits, construit des écoles et des hôpitaux, développé des cultures, mené des campagnes contre le sida, contre le racisme, tenté de rapprocher les peuples en créant des Ecoles Françaises Européennes, nous avons travaillé sur le terrain au contact de ces populations qui témoignent de leur mal être.

Au fil des ans, nous prenons conscience que cette approche humanitaire, que d'aucuns prétendent caritatives pour bonne conscience, cautionnait la mauvaise politique des Etats qui ne remplissent pas leur mandat d'organiser le bien être de leur population dans l'intérêt général.

Aujourd'hui au 21<sup>e</sup> siècle, des chiffres s'imposent :

1 milliard et demi de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable. Près de 2,6 milliards de personnes n'ont pas accès à l'assainissement. Selon l'OMS, chaque jour, 34 000 personnes dont près de 5000 enfants meurent pour avoir bu de l'eau polluée.

Dans ce monde soi-disant « moderne », l'eau est un luxe pour plus d'un tiers de l'humanité, et c'est un drame humain, historique et social, quotidien.

Avant de s'interroger pour savoir si l'accès à l'eau est un droit reconnu ou un besoin à satisfaire, il s'agit de questionner les raisons de cette injustice. 9 pays se partageant 60% des réserves en eau potable, aujourd'hui quasiment aucun gouvernement, surtout dans les pays développés, n'a l'intention de changer de politique dans ce domaine. Ce n'est pas juste une erreur tragique, c'est un manque de volonté politique qui couvre un crime, clairement, savamment organisé par le système économique mondial imposé par les puissants.

Pour résister à ce modèle néolibéral de privatisation des biens communs et soutenir les initiatives démocratiques et citoyennes pour l'accès de tous à une eau potable salubre et à l'assainissement, le mouvement des « Porteurs d'eau », s'est constitué en référence à une charte qui reprend les principes fondamentaux de la Déclaration de Caracas en conclusion des travaux du Forum Social Mondial. Afin que le droit à l'eau devienne effectif dans le monde et que l'eau « Bien Commun de l'Humanité et du Vivant » cesse d'être considérée comme une marchandise.

Nous avançons par cette Charte :

- 1) que l'eau n'est pas une marchandise
- 2) qu'elle doit, après usage, être restituée à la terre dans son état de pureté initiale pour les générations futures
- 3) Qu'elle doit être gérée par les pouvoirs publics et que son accès soit inscrit dans les Constitutions comme un droit de l'Homme imprescriptible.

Nous nous sommes réjouis qu'en juillet 2010, à l'instigation de la Bolivie, une résolution historique reconnaissant le « droit fondamental à l'eau et à l'assainissement » a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, il s'agit maintenant de mettre en œuvre le décret d'application aujourd'hui qui garantira une gestion démocratique. En attendant, de nos projets « Porteurs d'Eau » nous permettent de rester en contact avec les communautés, ils visent à promouvoir la politique de demain. Il ne s'agit pas seulement de creuser un puits à tel endroit, ou de monter un système d'assainissement à tel autre, mais d'interpeller les décideurs, à tous les niveaux : locaux, régionaux, nationaux ainsi qu'à l'international pour appliquer le droit à l'eau pour tous, tel qu'il a été récemment reconnu par l'ONU , et par le Conseil Mondial des Droits de l'Homme en octobre de la même année.

En Europe, 1 million de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable. Jusqu'en 2006, seulement 55% de la population moldave disposait d'un service d'assainissement basique. Dans ce pays, 60% de la population vit en zone rurale où les systèmes sanitaires sont quasiment inexistantes et seuls 15% de la population rurale a un point d'eau à domicile contre 80% de la population urbaine. L'accès à l'eau se fait le plus souvent par des puits et des systèmes de récupération d'eau auto construits et souvent pollués par les nitrates et les micro-organismes, ce qui entraîne de nombreuses maladies souvent mortelles.

En soutenant par nos plaidoyers l'organisation WECF (Women in Europe for a Common Future), et ses partenaires locaux, les associations Ormax et Wisdom, France Libertés sensibilise l'opinion publique et interpelle les politiques. En effet, l'objectif principal de ce projet est de mobiliser autant les citoyens que les autorités moldaves de trois grandes zones riveraines (Culbota, Cainari et Raut) pour garantir un accès à un système sécurisé de l'eau et de l'assainissement pour tous.

Pour arriver à présenter un dossier solide aux autorités nationales et à l'international en vue d'étendre ces zones d'accès sécurisés à l'eau, ces acteurs travaillent dans 8 villages. Le but est de mettre en place des plans de bonnes pratiques qui garantissent une gestion démocratique, transparente et durable. Cela passe par la mise en œuvre de comités, capable de sensibiliser la population et de faire pression sur les élus. Impliquer les jeunes dans cette démarche donne tout son sens à ce projet

Au fil des Forum Sociaux Mondiaux, des Forum alternatifs mondiaux et des multiples conférences et colloques internationaux dédiés aux droits de l'homme et à la protection de l'environnement, l'eau s'impose comme le symbole des enjeux pour une politique d'avenir.

Ces femmes et ces hommes que ce sont les Porteurs d'eau, se retrouvent aujourd'hui au Canada, au Brésil, en Italie, en Espagne, en France, en Afrique, en Inde et ailleurs. Le mouvement s'étend et se conforte. Partout ils portent le même message, et visent le même objectif défini en commun. Et à mon tour, je ne résiste pas à l'envie de vous faire partager ce message d'espoir, qu'est la Charte des Porteurs d'eau.

Premièrement : puisque l'eau n'est pas une marchandise, puisqu'elle est un bien commun non seulement pour l'humanité, mais aussi, plus largement, pour le vivant, plus qu'une logique, c'est une évidence, elle se répartie entre tous.

Deuxièmement : Pour se faire le service de l'eau à un coût qui doit être assuré par une bonne gouvernance publique

Le dernier point, le plus important : L'accès à l'eau est un droit humain fondamental que les gouvernements se doivent de respecter, alors que jusqu'alors un simple besoin pouvait n'être pas satisfait.

Pour porter ce message, depuis des années, je parcours la France et le monde. Je l'ai argumenté et suscité des débats, découvert des initiatives de changement, participé à des retours à la gestion publiques dans de nombreuses municipalités. J'ai convaincu ou pas, mais je n'ai pas boudé ma peine.

Aujourd'hui, j'aurais aimé vous lire moi-même ce texte et en débattre avec vous ; Cela ne m'est pas possible, Toute fois, je vous invite à vous joindre au « mouvement des porteurs d'eau », à

diffuser ses enseignements pour préparer un autre avenir que celui qui nous est promis par la politique mondiale actuelle.

**Danielle Mitterrand**